

Recherches sociographiques



Comportements politiques et milieux urbains

Vincent Lemieux

Volume 9, Number 1-2, 1968

L'urbanisation de la société canadienne-française

Article abstract

Comportements politiques et milieux urbains

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055399ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055399ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lemieux, V. (1968). Comportements politiques et milieux urbains. *Recherches sociographiques*, 9(1-2), 126–127. <https://doi.org/10.7202/055399ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1968

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

III

COMPORTEMENTS POLITIQUES ET MILIEUX URBAINS

Nous savons peu de chose sur la ville et les processus d'urbanisation au Canada français. Pas plus que les autres sciences sociales, la science politique ne peut apporter là-dessus de réponses claires à la fin de ce colloque.

Les premiers travaux un peu sérieux qui ont été faits nous révèlent des faits aberrants, des paradoxes, à partir desquels il faudrait réfléchir et pousser plus loin l'analyse, si nous voulons éclairer le comportement politique en milieu urbain.

Je me limiterai à aligner quelques paradoxes que révèle l'étude du comportement électoral. Si je m'en tiens aux études électorales, c'est parce que dans ce secteur nous commençons à pouvoir utiliser des données assez précises.

1. C'est dans les circonscriptions très cossues mais aussi dans les circonscriptions très défavorisées de Montréal que la participation électorale est au plus bas, dans le Québec. Sur le plan provincial, par exemple, elle ne dépasse guère 60 pour cent dans Saint-Jacques, Sainte-Marie, Sainte-Anne et Saint-Louis, mais aussi dans Notre-Dame-de-Grâces, Westmount, Outremont. Ailleurs dans la province, la participation électorale atteint un sommet dans des circonscriptions encore très rurales, mais aussi dans des villes moyennes comme Trois-Rivières et Chicoutimi.

2. Pour ce qui est du comportement électoral partisan, on note cette fois, à lire certains résultats de l'enquête faite avant l'élection provinciale de 1962 par le *Groupe de recherches sociales*, que les catégories supérieures de la population comme aussi les catégories inférieures (quant au revenu, à l'occupation, à la scolarisation) ont tendance à se comporter de façon moins différente que les catégories moyennes, quand on compare Montréal au reste de la province. Autrement dit, la différence entre les résultats obtenus par l'un ou l'autre parti dans ces deux milieux tend à être plus grande chez les catégories moyennes que chez les catégories extrêmes de la population.

3. Les régions périphériques du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, du Nord-Ouest et de la Côte-Nord, où la densité de la population est faible, s'apparentent à la région métropolitaine de Montréal, où la densité de la population est grande, par l'appui relativement fort qu'elles donnent aux Libéraux provinciaux depuis dix ans. Par opposition, l'Union Nationale a ses plus fortes assises dans les régions de peuplement plus ancien où la mobilité de la population est aussi plus restreinte.

4. Enfin, le Crédit social s'est diffusé tout aussi facilement et même mieux en certains cas, dans des villes comme Québec, Sherbrooke et Chicou-

timi que dans des circonscriptions encore très rurales. Dans la mesure où cette diffusion s'est faite surtout par les groupes primaires, il semble que les réseaux de ces groupes soient aussi serrés dans certains milieux urbains que dans les milieux ruraux.

On pourrait aligner d'autres faits plus ou moins aberrants du même genre. Les spécialistes de la science politique ont commencé de les expliquer et on peut espérer que si un autre colloque porte, dans quelques années, sur les phénomènes d'urbanisation au Canada français, ils auront des réponses plus précises à apporter que celles qu'ils peuvent apporter présentement.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*